

## POINT DE VUE

# «Ces bâtisseurs anonymes, militants désintéressés de l'Algérie indépendante»

**Nous continuons à recevoir beaucoup de courrier de lecteurs dénonçant leur malvie de retraités, leurs difficultés quotidiennes et interpellant les pouvoirs publics pour plus de respect et de meilleures conditions de vie.**

**A** lors que l'Algérie connaît une effervescence revendicative dans divers secteurs d'activité et que les pouvoirs publics, avec plus ou moins de réticence ou de célérité, selon les cas, accèdent de manière sans précédent aux revendications, notamment salariales des uns et des autres, quand ils n'anticipent pas à accorder, avec effet rétroactif, des augmentations sans précédent, inespérées par les bénéficiaires eux-mêmes, mais les retraités, qui pense à eux ?

Eux qui, pour la plupart, au lendemain de l'indépendance du pays, après le départ massif des Européens d'Algérie ont assuré la relève et fait face vaillamment à de multiples défis de reconstructions du pays, dans la liberté et la dignité retrouvées, souvent très peu ou pas du tout de

moyens, et ont réussi à faire des miracles dans tous les secteurs. Ceux de ces bâtisseurs anonymes, encore en vie, militants désintéressés de l'Algérie indépendante, végètent aujourd'hui avec des pensions misérables, revalorisées, certes, périodiquement, mais sans même couvrir le taux d'inflation officiel. Leurs pensions ?

Des miettes qui leur permettent à peine de survivre ! Le retraité est appelé *moutakaâd* en arabe, que certains tournent pertinemment en *mout kaâd* (littéralement : meurs assis). Réflexion on ne peut plus révélatrice de situations dramatiques. La dernière semaine du mois, à chaque virement de leurs maigres pensions attendues impatiemment – un 21 ou 22 du mois – il est loisible de les voir, très tôt le matin, agglutinés près des bureaux de poste, assis sur les bords des trottoirs, debout ou accroupis, appuyés au mur, les traits tirés, vacillants, vêtements usés par le temps et les lavages répétés, mais propres et discrets, ils attendent là, patiemment, l'ouverture des bureaux.

## Le matérialisme, l'égoïsme et l'ingratitude sont devenus monnaie courante

Une fois devant les guichets, l'accueil est désinvolte quand il n'est pas franchement agressif. Un jour, j'ai rencontré la fille d'un collègue, directeur d'école à la retraite, strictement casanier et grabataire... Lui ayant demandé des nouvelles de son père, elle m'a répondu que celui-ci allait mal, qu'il avait la hantise de la facture d'électricité, la peur permanente de ne pas pouvoir s'acquitter de celle-ci, peur des fins de mois impossibles... Combien de travailleurs retraités, souvent des cadres, ont été entraînés en justice comme de vulgaires criminels pour persistance d'occupation de logements de fonction ? Sur décision de justice, ils ont été jetés à la rue avec leurs familles, sans état âme ! Je n'oublierai jamais cet inspecteur d'administration et de gestion retraité qui a été entraîné devant les tribunaux pour un crime... innommable : refus de libérer le logement de fonction qu'il occupait dans un lycée à Alger, parce

qu'il n'avait pas où aller. Il a été jeté à la rue avec sa famille, sans que l'administration concernée lève le petit doigt pour lui. Peu de temps après, il mourut d'humiliation et de chagrin. Les exemples de reconnaissance pour services rendus à la nation sont innombrables. Malheur à ceux qui ont été honnêtes, à ceux qui n'ont pas pensé à assurer eux-mêmes leurs vieux jours ? ! Certes, il existe bien une organisation agréée de retraités. Elle fait ce qu'elle peut pour faire entendre sa voix, une voix timide, à peine audible tant elle est pudique, fatiguée, sans conviction... Autrefois, les passe-droits étaient montrés du doigt avec mépris. Aux premières années de l'indépendance, ces retraités ne se souviennent-ils pas qu'il fût indécent de parler de salaire, d'intérêt personnel ? «Que vaut notre sueur dans cette Algérie libre, indépendante. Grâce au sacrifice suprême des martyrs qui, dans un élan patriotique spontané, ont laissé derrière eux mère, père, frères et sœurs, des enfants, des épouses dans la

force de l'âge, ou tous ces êtres chers à la fois, pour enfin laisser leur vie... sans condition préalable, ni contrepartie d'aucune sorte ?» Pensait-on alors que l'Algérie a changé ! Aujourd'hui, le matérialisme, l'égoïsme et l'ingratitude sont devenus monnaie courante.

Hélas, les caractéristiques dominantes de notre société. Quand je pense à l'Algérie des années 60/70, j'ai l'impression de vivre aujourd'hui dans un pays qui n'a aucun lien avec celui de cette époque. Dire que les Algériens n'ont jamais été aussi instruits, l'Algérie aussi riche !

B. Kaddour, un retraité

## TOUR D'EUROPE Relèvement de l'âge de la retraite

C'est sans doute le point le plus chaud du dossier. Lors de son discours au Congrès le 22 juin 2009, Nicolas Sarkozy a promis que «toutes les options seraient sur la table», y compris le relèvement de l'âge de départ à la retraite. Ce qui permettra peut-être de l'aligner sur nos voisins européens : l'âge de départ en retraite est fixé à 65 ans en Espagne, Finlande, Luxembourg, Suède et Portugal ; il est de 67 ans au Danemark et en Islande. La population européenne vieillit, 3 personnes sur 10 auront 65 ans et plus en 2050. En France, l'âge légal de la retraite est fixé aujourd'hui à 60 ans et n'a pas bougé depuis 1982 (année où il avait été abaissé de 65 à 60 ans pour un départ à taux plein).

Aucun gouvernement ne l'a touché au fil des différentes réformes.

A noter : si en France l'âge légal de départ en retraite reste 60 ans, vous pouvez continuer à travailler ensuite. C'est ce que prévoit l'amendement entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Jusqu'à 65 ans, votre employeur ne peut pas vous mettre «d'office» à la retraite sans votre accord. En revanche, à partir de 70 ans, il peut vous y forcer, même si vous vous y opposez.

LSC

## Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs... Courrier des lecteurs

### «Un intérêt tout particulier aux anciens et vieux travailleurs»

En s'interrogeant sur leur condition sociale, les milliers de retraités que compte le pays, qui se sont sacrifiés durement et donné le meilleur d'eux-mêmes durant des décennies de service, pères et soutiens de nombreuses familles, font face à un pouvoir d'achat extrêmement faible, une cherté de la vie avec une flambée des prix des produits de large consommation, et une actuelle situation précaire qui n'a rien de rassurante ni séduisante. Ces retraités aux faibles pensions se sentent aujourd'hui plus que déçus, frustrés, ce qui amène un sentiment de marginalisation, d'ingratitude, et ressentent un mécontentement une déception, une inquiétude tant leurs conditions de vie n'ont point subi de notable amélioration, ni évolué ; ils expliquent mal les retards et le refus dans les prises de mesures favorables aux revendications justifiées remises à la tutelle représentée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Ces citoyens retraités se demandent, à juste titre, quel sort sera réservé à leurs préoccupations légitimes pour parvenir à une vie plus décente, tel est l'espoir ressenti. Avec un esprit de sagesse, les retraités disciplinés, s'ils n'ont jamais participé à une quelconque manifestation de rue pacifique ni attroupement, restent dans l'attente affichée d'obtenir une meilleure considération par une substantielle revalorisation annuelle de la pension 2011, celles des années précédentes jugées dérisoires, ce qui amènera la tutelle après avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite à se pencher sur une réconfortante décision sur les revendications suivantes :

- 1)- régularisation de l'actualisation des salaires pour les retraités admis avant le 1<sup>er</sup> août 1996. Sa suppression non fondée, surprenante et injustifiée, sur quelle base, erronée soit-elle, a été calculée.
- 2)- L'octroi complémentaire (231 DA) relatif à la majoration pour conjoint à charge.
- 3)- Relèvement de celle-ci à hauteur de 3 000 DA mensuellement.
- 4)- Alignement du montant minimum de pension à 100% au milieu de 75%.
- 5)- Exonération totale de l'IRG pour les pensions à hauteur de 20 000 DA à 40 000 DA et abattement pour celles supérieures à 40 000 DA.

Nous ne manquerons pas de souligner et dire qu'à la suite des mouvements de protestation, contestations suivies de grèves à travers le pays, de nombreux secteurs et corps confondus ont réussi à obtenir de fortes revalorisations salariales avec souvent des effets rétroactifs, réajustements qui vont dans le bon sens. Mais de grâce, les retraités, il convient de l'affirmer, méritent largement de se voir récompensés en reconnaissance de l'accomplissement élogieux de leurs longs et loyaux efforts fournis pour avoir servi le pays avec courage, ne l'oublions pas, si bien que le président de la République a toujours manifesté un intérêt tout particulier aux anciens et vieux travailleurs en qui nous plaçons notre totale confiance à une issue plus concluante en faveur des paisibles retraités. Telle est la décision qui ne saurait qu'être appréciée.

Un groupe de retraités, Mostaganem

### Un dossier non traité

Permettez-moi de vous demander quelques éclaircissements sur mon cas, car je suis perplexe. Quelque trois mois avant que j'atteigne l'âge de 60 ans, la direction

régionale de mon employeur (banque publique) m'envoie un courrier me demandant le dossier requis pour la retraite. Je réunis ce dossier et l'expédie (en septembre 2010) par voie hiérarchique comme c'est exigé, car je le remets à mon directeur d'agence de Tamanrasset, où je travaille, qui l'expédie. En décembre 2010, mon directeur de l'agence de Tamanrasset reçoit une «cessation de la relation de travail pour motif de mise en retraite et cela à compter du 30/12/2010» par fax et me remet une copie. Cette cessation est exécutée par mon directeur, je ne travaille plus depuis cette date. Après avoir perçu mes reliquats de congés annuels en deux mensualités de janvier et février 2011, je n'ai reçu aucune nouvelle du traitement ou non de ma retraite. Je ne perçois plus de salaire depuis début mars 2011.

L'agence CNR de Tamanrasset me répond qu'elle n'a rien reçu. Mon ex-directeur d'agence de Tamanrasset dit que c'est la direction générale de la banque à Staouéli (mon ex-employeur) qui doit transmettre mon dossier à la direction centrale de la CNR. Je ne sais à qui m'adresser pour obtenir des informations sur le processus du traitement de ma retraite ? Que dois-je faire s'il vous plaît ?

Hamdaoui Djilali, Tamanrasset

**RÉPONSE :** Ce lecteur n'a pas souhaité que nous publions le nom de la banque en question, craignant des représailles. Mais en même temps, ne pas désigner cette banque est plutôt préjudiciable à ce lecteur. Il est vrai que la CNR ne peut pas intervenir à partir du moment où elle n'a toujours pas reçu le dossier de l'intéressé. C'est à ce lecteur de déposer son dossier auprès de l'agence CNR de Tamanrasset.